

IMPORTATION DE POUDRE DE LAIT

Cinq opérateurs poursuivis en justice

Cinq importateurs de poudre de lait sont poursuivis en justice pour fraude. C'est ce que le directeur général du contrôle économique et de la répression des fraudes au ministère du Commerce a indiqué hier, lors d'une conférence de presse.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Selon Abdelhamid Boukahnoun, des procès-verbaux ont été dressés contre ces opérateurs pour importation de matière au dosage frauduleux (utilisation d'une graisse végétale au lieu de la graisse animale).

Outre la saisie et la destruction de la marchandise (quelque 64 tonnes), les dossiers d'infraction ont été transmis à la justice, indique-t-on.

En outre, le DG du contrôle économique a indiqué que sur 129 laiteries contrôlées entre mars et mai 2013,

38 unités ont été constatées en infraction (non-respect du dosage requis, utilisation de poudre non conforme ou trafiquée...).

Au-delà des sanctions possibles, le DG du contrôle économique a, néanmoins, insisté sur la nécessité de veiller à la bonne couverture du marché, et ce, dans le contexte où les services de contrôle et de répression des fraudes ont, durant les 6 premiers mois de 2013, effectué plus de 500 000 interventions et constaté ainsi 80 000 infractions. En outre, un chiffre d'af-



Une bonne couverture du marché du lait, nous assure-t-on.

fares dissimulé (transactions sans factures) de 20 milliards de dinars a été enregistré, outre la saisie de marchan-

dises non conformes ou dangereuses d'une valeur de 300 millions de dinars et la fermeture administrative de 5 000

locaux. Par ailleurs, le DG de la répression des fraudes a assuré que la composition des boissons importées ou fabriquées localement fait l'objet d'un contrôle rigoureux, tout en relevant le professionnalisme des producteurs locaux.

Par ailleurs, le DG de la répression des fraudes ainsi que le directeur général de la régulation et de l'organisation des activités commerciales, Abdelaziz Aït-Abderrahmane, ont évoqué lors de cette conférence de presse une panoplie de mesures de contrôle de la chaîne commerciale et alimentaire durant le mois de Ramadan approchant et la période estivale.

D'autre part, le DG de la régulation a indiqué que trois projets de décrets exécutifs relatifs à l'information du consommateur, la garantie

des biens et services et l'agrément des laboratoires sont au niveau des services du gouvernement.

Egalement, Abdelaziz Aït-Abderrahmane a indiqué que le nouveau dispositif réglementaire relatif à la gestion et l'organisation des espaces commerciaux, le statut des mandataires grossistes et le commerce non sédentaire fait l'objet de suivi dans son application.

En outre, l'on laisse entendre que l'obligation d'assurer des permanences durant les périodes spéciales, respectée à 95% durant la dernière fête de l'Aïd El Adha, devrait l'être également durant la fête de l'Aïd El Fitr. Et cela même si le dispositif réglementaire régissant cette question n'est pas encore publié.

C. B.

RÉALISATION D'INFRASTRUCTURES COMMERCIALES

Le programme enregistre des retards

Le programme de réalisation d'infrastructures commerciales enregistre des retards.

Qu'il s'agisse du programme d'urgence visant la résorption du commerce informel, lancé sous la férule du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, ou du programme impliquant le ministère du Commerce, la réalisation des infrastructures prévues ne sera pas au rendez-vous fixé initialement.

Ainsi, selon le directeur général de la régulation et de l'organisation des activités commerciales, le programme de réalisation de marchés de proximité, relevant du département de Daho Ould-Kablia et confié à l'entreprise Batimetal, ne sera pas totalement réceptionné avant Ramadan, comme prévu.

Sur les 327 marchés prévus, seulement 128 ont été réceptionnés et 42 autres devraient être

livrés avant le Ramadan.

Les infrastructures commerciales restantes devraient être toutefois achevées d'ici le mois de septembre prochain, à cause de retards dans le montage.

Et cela même si Batimetal a déjà livré 18 infrastructures et compte livrer 116 marchés de proximité pour le compte du ministère de l'Intérieur (hors programme d'urgence). Et ce, hors le programme de réalisation de 534 marchés que les collectivités locales ont lancé depuis 2011.

Soit 861 marchés de détail que les pouvoirs publics et les collectivités locales comptent livrer mais à moyen terme.

De même, l'on indique que la réalisation de 514 marchés couverts, programmée depuis 2011 par le ministère du Commerce, financée à hauteur de 20 milliards de dinars (50% au titre de la contribu-

tion du département de Mustapha Benbada et 50% au titre de la participation des collectivités locales) et devant s'achever en 2014, est à peine lancée.

Et ce, dans la mesure où la couverture des wilayas s'opère de manière progressive et en fonction de la notification des affectations financières.

Par ailleurs, la réalisation de marchés de gros, visant à décongestionner le réseau actuel (40 marchés de gros de 100 ha) et à combler le déficit, est encore attendue, le DG de la régulation escomptant la construction de 8 structures de ce type d'ici la fin 2016.

Par ailleurs, l'on mise sur l'intérêt des investisseurs privés pour la densification du réseau de distribution, même si déjà 6 hypermarchés sont déjà lancés et opérationnels.

C. B.

APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ DURANT LE RAMADAN

L'importation de 6 000 tonnes de viande bovine à la rescousse

Six mille tonnes de viande bovine congelée importées seront distribuées durant le mois de Ramadan. C'est ce que le DG de la régulation et de l'organisation des activités commerciales auprès du ministère du Commerce a rappelé hier. Selon Abdelaziz Aït-Abderrahmane, ces quantités de viandes, importées sous l'égide de la SGP Proda, devraient être distribuées par le biais d'un réseau de boucheries agréées.

En outre, dix à douze mille tonnes de viande bovine devraient être importées par des opérateurs privés. Notons, selon le ministère du Commerce, que la viande bovine locale a atteint avant-hier le prix de 996 DA le kilogramme au niveau national, avec un pic à 1 290 DA à Oran et un minimum de 873 DA à Sétif. Quant à la viande bovine congelée, l'on indique une moyenne nationale de 588 DA, avec un pic à 600 DA le kilogramme à Annaba et un minimum de 574 DA à Ouargla.

Concernant les viandes blanches dont le prix a atteint la moyenne nationale de 322 DA, avec un pic à 352 DA le kilogramme à Ouargla et un minimum de 313 à Alger, l'on indique que des quantités importantes de volaille congelée seront distribuées durant Ramadan.

En outre, l'on indique que l'importation de pois chiches a augmenté de 297%, le prix de ce féculant oscillant entre 183 DA le kilogramme à Sétif, 197 DA au niveau national et un pic de 217 DA le kilogramme à Annaba.

C. B.

LE PENSEUR OMAR AKTOUF FUSTIGE LES INSTITUTIONS DE L'ÉTAT ALGÉRIEN :

«Nous n'avons pas d'institutions mais des cliques faiseurs de riches !»

Omar Aktouf est l'un des Algériens qui ont réussi en s'installant au Québec dans les années 1980, devenant des années après, l'une des personnalités les plus sollicitées de la planète dans son domaine d'activité. Il était, hier, l'invité du direct, émission hebdomadaire consacrée par la radio web Maghreb M que promeut l'agence Interface Médias aux questions d'actualité économique et politique au Maghreb.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Bardé de diplômes, passant de la philosophie et de la psychologie, au marketing et à l'économie de gestion, c'est l'un des critiques les plus engagés contre le capitalisme financier dont il pense qu'il est tout simplement mort. Il l'a été hier justement mais, surtout en ce qui concerne l'Etat algérien et ses institutions. «On a jamais eu un Etat en Algérie ! Ce sont plutôt des cliques ou des clans qui se

disputent le pouvoir et s'érigent en faiseurs de riches avec de l'argent public.», a-t-il asséné. Comment peut-on sortir de cet état de fait ? Sur un ton nonchalant, Omar Aktouf tonne : «En ouvrant la possibilité à un Omar Aktouf de se présenter comme candidat aux présidentielles.» Plus sérieux, il se propose d'aider toute personne capable de concrétiser son discours. «Pourvu qu'on ne le déforme pas !», a-t-il exigé. Que dire si

on le confie à un gouvernement de technocrates présidé par une personnalité nationale incontestée à l'image de l'ancien président Liamine Zeroual comme le revendiquent certains ? «Je ne vois pas ce que cela va apporter de plus si ce n'est du réchauffé ! Il faut qu'il y ait un projet de société !», a-t-il déclaré. Ce constat que beaucoup partagent en Algérie, y compris ceux qui ne sont pas d'accord, idéologiquement parlant, avec M. Aktouf, est, à ses yeux, à l'origine de blocage de bien d'initiatives à même de créer de la richesse, de l'emploi et de la prospérité. Le penseur attiré de HEC Montréal, déclaré en 2011 parmi les 75

personnalités les plus marquantes de l'histoire récente du Canada, lui, pense qu'ils doivent être plus engagés pour pouvoir influencer sur le cours des choses. Que dites-vous à M. Issad Rebrab qui ne cesse de dénoncer le blocage de ses projets par l'Etat et qui a opté pour un développement à l'international ? «Battez-vous pour qu'il y ait un Etat d'abord avant de le lui reprocher ensuite !», a-t-il suggéré. Omar Aktouf qui s'identifie à la social-démocratie et qui a quitté l'Algérie non pas pour des raisons idéologiques mais, a-t-il précisé, «je suis critique et je n'admets pas que des choses peu orthodoxes se passent, chose qui n'était pas admise à

l'époque», estime que les raisons de l'échec du modèle initié par le regretté Boumediène résident dans «l'incompétence ambiante et les interférences politiques dans la gestion économique notamment».

Il milite justement pour une économie mondiale plus juste et plus solidaire et invite à reproduire le modèle allemand, copié avec succès en Scandinavie, au Japon et dans bien d'autres pays. «Il faut cesser de se référer aux consultants français et américains et se tourner un peu du côté de l'Asie, l'Allemagne et même l'Amérique latine», a-t-il recommandé. Quid du rôle de la diaspora ? «Il faut redonner confiance aux émigrés algé-

riens parce qu'ils se sentent dégoûtés, écœurés. Il y avait un ministre algérien qui est allé jusqu'à nous culpabiliser en nous disant pourquoi vous ne participez pas au développement de votre pays qui vous a tant donné. Mais, allez regarder ce que font des pays comme la Chine, la Malaisie ou autres pour leurs émigrés.

L'Algérie a arrêté d'attribuer des bourses aux étudiants algériens. Et c'est ridicule. Le Chinois quand il revient dans son pays, il trouve toutes les conditions qui lui permettent de contribuer au développement de son pays. Ce n'est pas le cas chez nous», a-t-il conclu.

L. H.